



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VAL'ERGIE

226 rue Victor Grignard
54710 Ludres

Références : 2025_1255
Code AIOT : 0006200373

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement VAL'ERGIE implanté 226 RUE VICTOR GRIGNARD 54710 LUDRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VAL'ERGIE
- 226 RUE VICTOR GRIGNARD 54710 LUDRES
- Code AIOT : 0006200373
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société VAL'ERGIE, filiale du groupe VEOLIA, exploite sur la commune de Ludres une installation d'incinération de déchets non dangereux (DND) et de déchets de soins à risque infectieux (DASRI). L'unité d'incinération est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006 modifié. Cette installation, visée par la directive IED, est en outre assujettie au respect de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Eaux	Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 11	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 05/01/2023, article 2	Sans objet
2	Admission des déchets	AP Complémentaire du 05/01/2023, article 6	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 10	Sans objet
5	Incendie	Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles réalisés ont abordé plusieurs thématiques (rejets atmosphériques, rejets eau, incendie et contrôle des déchets). L'ensemble des points contrôlés est conforme, excepté la maintenance à effectuer sur les séparateurs hydrocarbures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/01/2023, article 2
Thème(s) : Situation administrative, rubriques ICPE
Prescription contrôlée :
Tableau des rubriques :

2770 (incinération DASRI) : 5500 t/an 2771 (incinération OM) : 120000 t/an [...]
Constats : Le site Val'Ergie reçoit environ 108 000 t de déchets non dangereux (ordures ménagères principalement) et 3 200 t de DASRI (déchet dangereux), soit des quantités qui sont en-dessous des seuils autorisés. Les tonnages sont suivis via le logiciel DIVA pesée. L'exploitant fournit chaque mois à l'inspection un bilan mensuel incluant un listing des apports avec les tonnages.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Admission des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/01/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, déchets interdits
Prescription contrôlée : Listing des déchets interdits : [...]
Constats : Les différents clients (industries ou Métropole du Grand Nancy pour les ordures ménagères) doivent fournir des FIPA (Fiche d'Identification Préalable) concernant leurs déchets, ce qui permet de montrer que ceux-ci remplissent les critères d'admission de l'installation Val'Ergie. Certains clients réalisent également des caractérisations de leurs déchets sur le site de Val'Ergie, c'est-à-dire qu'ils établissent la répartition des différentes fractions (types de déchets) présents dans leurs flux de déchets. Enfin, des contrôles visuels sont réalisés au niveau de la fosse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, normes émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] Les valeurs limites d'émission fixées sont déterminées en masse par volume des gaz résiduaux, sont exprimées en mg/m ³ normal sec, sauf pour les PCDDs et PCDFs et sont rapportées à une teneur en oxygène dans les gaz résiduaux de 11% après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Tableau des concentrations, flux maximaux et fréquence d'analyse par polluant : [...]

<p>Constats :</p> <p>NOTA : Le contrôle sur ce point a été réalisé sur les contrôles ponctuels et non sur les autocontrôles en continu.</p> <p>Val'Ergie fait réaliser par un prestataire 2 contrôles annuels qui se font sur les périodes de surveillance environnementale (printemps et hiver).</p> <p>L'exploitant a présenté les deux derniers rapports datant du 26/05/2025 (n°EK2L0_25_933 pour la ligne 1 et EK2L0_25_932 pour la ligne 2). Les paramètres suivants sont contrôlés : SO₂, CO₂, CO, poussières, HF, NH₃, H₂O, vitesse, O₂, COVT, COVNM, CH₄, dioxines, HAP, Hg, Zn, V., Tl, Se, Pb, Ni, Mn, Cu, Co, Cr, Cd, As, Sb, N₂O, HCl, NO_x.</p> <p>L'ensemble des mesures pour les 2 lignes est conforme par rapport aux valeurs limites d'émission de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 (pour les concentrations) et de l'arrêté préfectoral n°2006-505 (pour les flux journaliers). Note : Un projet d'arrêté complémentaire sera proposé ultérieurement pour modifier les flux journaliers afin de prendre en compte la baisse des concentrations applicables induites par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 (MTD).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, consommation et rejets eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les seuls rejets autorisés sont: - les eaux sanitaires dirigées vers la station d'épuration de Maxéville - l'excédent d'eaux pluviales, dirigé vers le réseau d'eaux pluviales de la ZI Cet excédent pourra être rejeté à l'extérieur après décantation-séparation des hydrocarbures (pH compris entre 5,5 et 8,5 - MES <50 mg/L - DCO < 100 mg/L - HCT < 5 mg/L NFT 90203). Les débourbeurs sont nettoyés régulièrement. Un contrôle annuel en période de pluie de la qualité du rejet d'eaux pluviales sera effectué et les résultats transmis à l'inspecteur des installations classées. [...] Les éventuelles eaux d'extinction incendie devront être contenues sur le site pour être récupérées, puis soit recyclées en process, soit dirigées vers une installation extérieure autorisée à les recevoir. Le groupe motopompe sera testé régulièrement. La vanne d'isolement sera maintenue normalement en position fermée, elle sera manœuvrée régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales de toitures sont dirigées vers un bassin d'orage et transitent ensuite vers un</p>

séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle.

Les eaux pluviales de voiries transitent vers un séparateur d'hydrocarbures avant d'être envoyées dans la fosse 1 (50 m³). Les eaux sont ensuite pompées et envoyées soit vers la fosse ordures ménagères anti submersion, soit vers les chambres de combustion.

Des analyses ont été réalisées sur les eaux pluviales de la fosse 1 par Socotec le 12/12/24 (rapport n° EK2L0_25_732). Aucune non-conformité n'a été relevée.

En revanche, l'exploitant a indiqué que les séparateurs n'étaient pas entretenus, ni vidangés.

En cas d'incendie, les eaux d'extinction seraient soit contenues dans la fosse d'ordures de 5000 m³, soit dirigées vers la fosse 1 de 50 m³ (qui elle-même est reliée à la fosse ordures ménagères) ou vers la fosse 3 de 80 m³.

L'exploitant a indiqué que la vanne d'isolement avec le réseau était maintenue fermée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser la vidange, le nettoyage et l'entretien de ses séparateurs hydrocarbures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être pourvu de détecteurs et de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets stockés.

[...]

Les poteaux incendie implantés dans l'enceinte de l'établissement devront être conformes à la norme NFS 61-213 qui stipule notamment que les PI de diamètre 100 mm sont piqués directement sur une canalisation assurant un débit de 1000 L/min sous une pression dynamique de 1 bar minimum. Ces poteaux ne seront pas implantés à une distance supérieure de 5 m d'une chaussée carrossable.

La zone de stockage du bâtiment DAS sera sous détection incendie. Le bâtiment sera équipé de 3 RIA et d'extincteurs régulièrement répartis.

[...]

Constats :

Concernant les moyens de prévention incendie et de secours présents sur le site :

- la fosse à ordures est équipée de caméras thermiques et de 2 canons à eau + émulseur (alimenté par une réserve d'eau et un groupe motopompe)
- des rideaux d'eau sont présents au niveau de la salle de quart et des trémies d'alimentation des fours
- détection incendie présente dans le bâtiment DASRI, les salles électriques et la salle de supervision

- les salles électriques sont équipées également d'extinction automatique
- des RIA et extincteurs sont répartis sur l'ensemble du site
- 2 poteaux incendie sont présents sur le site (un à côté de la fosse et un à côté de la zone mâchefers).

La détection incendie est contrôlée deux fois par an par Chubb (dernier rapport datant du 3/11/2025).

L'extinction automatique des salles électriques a été vérifiée le 3/11/2025 par Chubb.

Les extincteurs et RIA ont également été vérifiés en novembre 2025 par Chubb.

Les caméras thermiques ont été vérifiées en juillet 2025 par ITEX.

Des essais hebdomadaires sont réalisés en interne par l'exploitant sur le groupe motopompe et les canons. Des essais mensuels sont réalisés par le prestataire Jonhson Controls.

Enfin, les poteaux incendie ont été vérifiés le 20/12/2024 par Chubb. Le débit mesuré sous une pression de 1 bar est de 170 m3/h pour les 2 poteaux.

Type de suites proposées : Sans suite